

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Canton de Shefford | 47035 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), James L.Lacroix, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Canton de Shefford pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 3 juin 2025

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	3
État de la situation financière	4
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	5
État des flux de trésorerie	6
Notes complémentaires aux états financiers	7
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	24
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	25
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	26
Charges par objets	27
Excédent (déficit) accumulé	28
Avantages sociaux futurs	32

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	39
Analyse des charges	51

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la
MUNICIPALITÉ DU CANTON DE SHEFFORD

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers de la MUNICIPALITÉ DU CANTON DE SHEFFORD (l'« entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ DU CANTON DE SHEFFORD au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendant de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

J'attire l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ DU CANTON DE SHEFFORD inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle. Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'estime et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçoit et met en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunit des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenu d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

[Original signé par]

Danny Coderre, CPA auditeur
Drummondville, le 3 juin 2025

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	11 398 793	11 037 196	10 385 050
Compensations tenant lieu de taxes	2	53 423	42 105	41 290
Quotes-parts	3			
Transferts	4	726 121	1 141 631	671 436
Services rendus	5	140 000	208 206	195 099
Imposition de droits	6	658 000	1 342 139	1 024 759
Amendes et pénalités	7	25 000	50 154	31 700
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	37 000	305 868	170 890
Autres revenus	10	6 400	67 650	126 596
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	13 044 737	14 194 949	12 646 820
Charges				
Administration générale	14	2 154 141	2 558 128	1 874 590
Sécurité publique	15	2 616 544	2 852 097	2 721 348
Transport	16	3 187 425	4 226 999	3 616 911
Hygiène du milieu	17	1 386 622	1 403 426	1 246 992
Santé et bien-être	18	2 547	2 547	2 420
Aménagement, urbanisme et développement	19	611 465	558 891	468 397
Loisirs et culture	20	851 691	1 034 044	762 222
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	449 493	432 992	115 368
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	11 259 928	13 069 124	10 808 248
Excédent (déficit) lié aux activités	25	1 784 809	1 125 825	1 838 572
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		40 067 186	38 228 614
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		40 067 186	38 228 614
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		41 193 011	40 067 186

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 546 715	1 786 077
Débiteurs (note 5)	2	8 061 741	9 033 383
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	12 608 456	10 819 460
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		456 793
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	764 715	1 859 667
Revenus reportés (note 11)	12	461 388	370 937
Dette à long terme (note 12)	13	8 872 097	5 480 600
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	10 098 200	8 167 997
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	2 510 256	2 651 463
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	38 673 860	37 415 723
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20		
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	8 895	
	23	38 682 755	37 415 723
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	41 193 011	40 067 186
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	41 193 011	40 067 186
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	41 193 011	40 067 186
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	1 784 809	1 125 825	1 838 572
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	2 566 855)(	6 951 618)
Produit de cession	3		13 854	
Amortissement	4		1 294 122	961 501
(Gain) perte sur cession	5		742	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(1 258 137)	(5 990 117)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10			
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(8 895)	
	13		(8 895)	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	1 784 809	(141 207)	(4 151 545)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		2 651 463	6 803 008
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		2 651 463	6 803 008
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		2 510 256	2 651 463

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de l'exercice	1 125 825	1 838 572
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	1 294 122	961 501
Autres		
▪ Perte sur cession d'immobilisations corporelles	742	
	2 420 689	2 800 073
Variation nette des éléments hors caisse		
Débiteurs	971 642	1 758 374
Autres actifs financiers		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	(286 149)	229 369
Revenus reportés	90 451	35 660
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs		
Propriétés destinées à la revente		
Stocks de fournitures		
Autres actifs non financiers	(8 895)	
	3 187 738	4 823 476
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(3 375 658)	(7 489 072)
Produit de cession des immobilisations corporelles	13 854	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés		
	(3 361 804)	(7 489 072)
Activités de placement		
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux		
Émission ou acquisition	()	()
Remboursement ou cession		
Autres placements de portefeuille		
Acquisition	()	()
Cession		
Activités de financement (note 4)		
Émission de dettes à long terme	3 670 000	5 102 700
Remboursement de la dette à long terme	(260 900)	(786 500)
Variation nette des emprunts temporaires	(456 793)	(1 843 207)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	(17 603)	(40 800)
Autres		
▪		
	2 934 704	2 432 193
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	2 760 638	(233 403)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice		
Solde déjà établi	1 786 077	2 019 480
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)		
Solde redressé	1 786 077	2 019 480
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	4 546 715	1 786 077

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité du Canton de Shefford (ci-après « l'entité ») est un organisme municipal existant en vertu du Code municipal du Québec (LRQ.c. C-27.1). Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

La décision d'inclure ou non un organisme dans le périmètre comptable de l'entité repose sur la notion du contrôle de celui-ci par l'entité.

a) Périmètre comptable

Aucun organisme n'est inclus dans le périmètre comptable de l'entité.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

L'entité utilise la méthode de la comptabilité d'exercice, selon laquelle les revenus et les dépenses sont reconnus au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de l'entité, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

La principale estimation est la durée d'utilité des immobilisations corporelles.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'entité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

D) Passifs

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds local - Réfection et entretien de certaines voies publiques et du Fonds parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

E) Actifs non financiers

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Les apports d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à leur juste valeur ou à une valeur symbolique si la juste valeur ne peut être déterminée au prix d'un effort raisonnable. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode de l'amortissement linéaire, aux périodes indiquées ci-dessous :

Infrastructures - 10 à 40 ans

Bâtiments - 40 ans

Véhicules - 8 à 20 ans

Ameublement et équipement de bureau - 5 à 10 ans

Machinerie, outillage et équipement - 10 à 20 ans

Autres - 40 ans

Pour les immobilisations corporelles en cours, l'amortissement sera établi à partir de la date du transfert de l'immobilisation corporelle en cours à la catégorie d'immobilisation corporelle appropriée.

Les immobilisations corporelles sont réduites à leur valeur résiduelle si elles ne contribuent plus à la capacité de l'entité de fournir des biens et services. De plus, si la valeur estimative du potentiel de service des immobilisations est inférieure à la valeur comptable, celle-ci est réduite à la valeur estimative du potentiel de service.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au moindre du coût établi selon la méthode de l'épuisement successif et de la valeur de remplacement. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Frais payés d'avance

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont l'entité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où l'entité bénéficiera des services acquis.

F) Revenus

Les revenus sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les revenus provenant d'opérations assorties d'obligations de prestation sont constatés lorsque l'entité s'acquitte d'une obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis à un payeur. L'obligation de prestation est évaluée comme étant satisfaite soit sur une période donnée, soit à un moment donné.

Revenus de taxes

Les revenus de taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les revenus de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Revenus de transferts

Les revenus de transferts sont constatés aux résultats dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés qui est amorti au-fur-et-à-mesure que les stipulations sont rencontrées.

Droits de mutation immobilière

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Services rendus, autres revenus et autres revenus d'intérêts

Les revenus de services rendus et les autres revenus sont constatés lorsqu'il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord, que la livraison a eu lieu et les services ont été fournis, que le prix de vente est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement certain.

Les autres revenus d'intérêts sont constatés lorsqu'ils sont gagnés et que le recouvrement est raisonnablement certain.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

Le Régime enregistré d'épargne retraite (REER) collectif ainsi que le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) offert par l'entité sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Le RREM est un régime à prestations déterminées géré en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement. Étant donné que ce régime est un régime à employeurs multiples administré par Retraite Québec, qui ne comporte pas de comptes distincts, l'entité comptabilise ce régime comme s'il était un régime à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par l'entité relativement à ce régime de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir
S.O.

I) Instruments financiers
Évaluation initiale

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

Évaluation ultérieure

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation) sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créditeurs et charges à payer (à l'exception des avantages sociaux à payer), les emprunts temporaires et la dette à long terme sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Dépréciation

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, l'entité détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative, et si l'entité détermine qu'il y a eu au cours de l'exercice un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs, une réduction de valeur est comptabilisée aux résultats

J) Autres éléments
Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale — Revenus (chapitre SP 3400)

À compter du présent exercice, l'entité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3400, *Revenus*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023.

Ce chapitre fournit des indications pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des revenus qui ne sont pas traités par une autre norme comptable. Il fait également la distinction entre les revenus provenant d'opérations avec obligations de prestation (appelées « opérations avec contrepartie ») et les revenus provenant d'opération qui ne comprennent pas d'obligations de prestation (appelées « opérations sans contrepartie »).

Les principaux éléments du nouveau chapitre sont les suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- une obligation de prestation s'entend d'une promesse exécutoire de fournir des biens ou services précis à un payeur en particulier;
- l'entité doit constater les revenus tirés d'opérations avec contrepartie lorsqu'elle remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou services promis au payeur;
- la constatation du revenu tiré d'une opération sans contrepartie doit se faire lorsque l'entité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et que celle-ci relève d'une opération passée ou d'un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

Pour les opérations avec contrepartie, l'entité doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou services) sont distincts et doivent par conséquent être traités séparément. Lorsque l'entité détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestation pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou services à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'entité.

Adoption initiale — Actifs incorporels achetés (NOSP-8)

À compter du présent exercice, l'entité a adopté les exigences de la note d'orientation du secteur public (NOSP-8), *Actifs incorporels achetés*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023. La note d'orientation du secteur public 8 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des actifs incorporels achetés.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'entité.

Adoption initiale — Partenariats public-privé (chapitre SP 3160)

À compter du présent exercice, l'entité a adopté les exigences du chapitre SP 3160 – *Partenariat public-privé* du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023. Le chapitre SP 3160 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des partenariats public-privé.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'entité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	4 546 715	1 786 077
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	4 546 715	1 786 077
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	4 546 715	1 786 077
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	3 774 698	1 786 077
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		614 700

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux surplus affectés et au fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection.

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	776 639	726 549
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	6 731 016	6 914 134
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	159 318	1 092 196
Organismes municipaux	13	195 820	234 550
Autres			
▪ Mutations, intérêts et autres	14.1	198 948	65 954
	15	8 061 741	9 033 383
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	3 827 305	356 900
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	3 827 305	356 900
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	1 541 151	1 673 725
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	4 526 310	4 926 000
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	663 555	314 409
	27	6 731 016	6 914 134

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt au taux de 3,91 % (3,91 % au 31 décembre 2023) et viennent à échéance au plus tard en 2032.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les montants des débiteurs du gouvernement du Québec et ses entreprises non rattachés à une dette encaissables sur plusieurs exercices totalisent 2 210 155 \$, portent intérêt à des taux variant de 1,63 % à 4,11 % (1,63 % à 4,11 % au 31 décembre 2023) et viennent à échéance au plus tard en 2041.

6. Prêts

	2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28	
Prêts à un fonds d'investissement	29	
Autres		
▪	30.1	
	31	
Provision pour moins-value déduite des prêts	32	

Note**7. Placements de portefeuille**

	2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement		
Placements à titre d'investissement	33	
Autres placements	34	
Évalués à la juste valeur		
Placements à titre d'investissement	35	
Autres placements	36	
	37	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39	

Note**8. Autres actifs financiers**

	2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40	
Autres		
▪	41.1	
	42	

Note**9. Emprunts temporaires**

L'entité bénéficie d'une marge de crédit, d'un montant autorisé de 800 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel et renouvelable annuellement. Cette marge de crédit est utilisée pour les opérations courantes de l'entité.

L'entité bénéficie également d'un emprunt temporaire, d'un montant autorisé de 5 945 259 \$, portant intérêt au taux préférentiel et remboursable sur demande. Cet emprunt est utilisé pour le financement à court terme d'un projet spécifique entrepris par l'entité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	331 379	793 756
Salaires et avantages sociaux	44	244 719	190 189
Dépôts et retenues de garantie	45	105 784	875 722
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts courus sur la dette à long terme	47.1	82 833	
	48	764 715	1 859 667

Note**11. Revenus reportés**

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ MRC de La Haute-Yamaska - Fonds de développement des communautés	54.1	45 000	
▪ MRC de La Haute-Yamaska - Projet « Signature innovation »	54.2	11 865	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	370 937	370 937
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Inscriptions aux activités de loisirs	62.1	33 586	
	63	461 388	370 937

Note

Le tableau suivant présente les variations des revenus reportés :

	2024	2023
Solde au début	370 937 \$	335 277 \$
Montants reçus pour le prochain exercice	90 451	35 660
Montants comptabilisés à titre de revenus de l'exercice	-	-
Solde à la fin	461 388 \$	370 937 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,82	5,05	2026	2029	64	8 930 500	5 521 400
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	8 930 500	5 521 400
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(58 403)	(40 800)
					72	8 872 097	5 480 600

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		556 200			556 200
2026	74		585 700			585 700
2027	75		617 300			617 300
2028	76		649 000			649 000
2029	77		2 768 700			2 768 700
2030 et plus	78		3 753 600			3 753 600
	79		8 930 500			8 930 500
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	
	81		8 930 500			8 930 500

Note

Les montants à refinancer sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

2025	- \$
2026	268 700 \$
2027	- \$
2028	3 920 300 \$
2029	2 085 000 \$
2030	- \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	95 535
Régimes de retraite des élus municipaux	89	17 596
	90	113 131
		86 975
		15 970
		102 945

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres	93.1	
▪	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97	() ()
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	1 294 917			1 294 917
Eaux usées	102	1 474 386			1 474 386
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	27 040 664	583 532		27 624 196
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	104.1	2 150 633	338 669		2 489 302
▪ Autres infrastructures	104.2	44 089	1 077 827		1 121 916
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	10 503 856	256 545		10 760 401
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	1 871 309	137 453	61 436	1 947 326
Ameublement et équipement de bureau	109	796 002	59 525		855 527
Machinerie, outillage et équipement divers	110	1 162 941	113 304		1 276 245
Terrains	111	2 762 922		2	2 762 920
Autres	112	200 000			200 000
	113	49 301 719	2 566 855	61 438	51 807 136
Immobilisations en cours	114				
	115	49 301 719	2 566 855	61 438	51 807 136
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	357 030	34 778		391 808
Eaux usées	117	389 097	34 778		423 875
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	6 701 339	672 293		7 373 632
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	119.1	366 349	55 104		421 453
▪ Autres infrastructures	119.2	551	15 583		16 134
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	1 187 583	268 392		1 455 975
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	1 169 859	111 579	46 842	1 234 596
Ameublement et équipement de bureau	124	709 179	36 546		745 725
Machinerie, outillage et équipement divers	125	840 009	60 069		900 078
Autres	126	165 000	5 000		170 000
	127	11 885 996	1 294 122	46 842	13 133 276
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	37 415 723			38 673 860
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note

Au 31 décembre 2024, les créiteurs comprennent un montant de 135 960 \$ (944 763 \$ au 31 décembre 2023) pour l'acquisition d'immobilisations corporelles.

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪ Divers	143.1	8 895
Autres		
▪	144.1	
	145	8 895

Note**19. Obligations contractuelles**

L'entité s'est engagé dans un contrat à long terme pour la location d'une excavatrice échéant en 2029. Les paiements futurs s'élèvent à 199 104 \$ et comportent les paiements suivants :

2025 : 47 785 \$
 2026 : 47 785 \$
 2027 : 47 785 \$
 2028 : 47 785 \$
 2029 : 7 964 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

20. Droits contractuels*Paiements de transferts*

Les paiements de transferts pour le remboursement des intérêts sur la dette à long terme totalisent 55 833 \$ sur une période de 8 ans. L'échéancier de ces transferts est de :

2025 : 12 407 \$
 2026 : 10 856 \$
 2027 : 9 305 \$
 2028 : 7 755 \$
 2029 : 6 204 \$
 2030 et suivantes : 9 306 \$

Les autres paiements de transferts encaissables à long terme pour les projets d'infrastructures non financés totalisent 232 474 \$ sur une période de 17 ans. L'échéancier de ces transferts est de :

2025 : 40 912 \$
 2026 : 36 141 \$
 2027 : 31 288 \$
 2028 : 26 353 \$
 2029 : 21 865 \$
 2030 et suivantes : 75 915 \$

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

Diverses réclamations et poursuites judiciaires estimées à 2 775 000 \$ par la direction ont été entreprises contre l'entité. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges et le montant que l'entité pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été constituée dans les états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, l'entité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'entité sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie et aux débiteurs (à l'exception des taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, des taxes à la consommation et des mutations). L'exposition maximale de l'entité au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation et les mutations, est réduit, puisque l'entité évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'entité juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. L'entité ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'entité croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de l'entité représente son exposition maximale au risque de crédit.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2024	2023
Non en souffrance	196 515	235 245
En souffrance :		
moins de 30 jours	-	-
de 30 à 60 jours	-	-
plus de 60 jours	-	-
	196 515	235 245
Moins la provision pour créances douteuses	-	-
	196 515	235 245

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

Solde au début	-
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	-
Montants recouvrés	-
Solde à la fin	-

L'entité est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'entité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'entité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels. L'entité établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

L'entité est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que l'entité dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. L'entité établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit.

2024					
	Moins d'un an	De 2 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	681 882	-	-	-	681 882
Intérêts courus sur la dette à long terme	82 833	-	-	-	82 833
Dette à long terme	556 200	1 203 000	3 417 700	3 753 600	8 930 500
	1 320 915	1 203 000	3 417 700	3 753 600	9 695 215

2023					
	Moins d'un an	De 2 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt temporaire	456 793	-	-	-	456 793
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	1 796 025	-	-	-	1 796 025
Dette à long terme	260 900	828 600	4 431 900	-	5 521 400
	2 513 718	828 600	4 431 900	-	7 774 218

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt. L'entité est exposée à ce risque.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'entité est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'entité prévoit rembourser ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

Les instruments financiers portant intérêt à taux variable sont les emprunts temporaires et les instruments financiers portant intérêt à taux fixes sont les dettes à long terme ainsi que les débiteurs à recevoir à long terme.

L'entité est exposé au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois. Au cours de l'exercice, l'entité a modifié son exposition au risque de taux d'intérêt par rapport à l'exercice précédent, principalement du fait de la diminution de ses emprunts temporaires à taux d'intérêt variable (note 9).

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation ou d'une diminution de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent annuel lié aux activités de l'exercice 2024.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	11 398 793	11 037 196		11 037 196	10 385 050
Compensations tenant lieu de taxes	2	53 423	42 105		42 105	41 290
Quotes-parts	3					
Transferts	4	726 121	644 434		644 434	377 516
Services rendus	5	140 000	208 206		208 206	195 099
Imposition de droits	6	658 000	1 342 139		1 342 139	1 024 759
Amendes et pénalités	7	25 000	50 154		50 154	31 700
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	37 000	305 868		305 868	170 890
Autres revenus	10	6 400	12 631		12 631	36 596
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	13 044 737	13 642 733		13 642 733	12 262 900
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		497 197		497 197	293 920
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18		55 019		55 019	90 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21		552 216		552 216	383 920
	22	13 044 737	14 194 949		14 194 949	12 646 820
Charges						
Administration générale	23	2 154 141	2 493 080	65 048	2 558 128	1 874 590
Sécurité publique	24	2 616 544	2 713 119	138 978	2 852 097	2 721 348
Transport	25	3 187 425	3 454 539	772 460	4 226 999	3 616 911
Hygiène du milieu	26	1 386 622	1 333 870	69 556	1 403 426	1 246 992
Santé et bien-être	27	2 547	2 547		2 547	2 420
Aménagement, urbanisme et développement	28	611 465	555 615	3 276	558 891	468 397
Loisirs et culture	29	851 691	789 240	244 804	1 034 044	762 222
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	449 493	432 992		432 992	115 368
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		1 294 122	(1 294 122)		
	34	11 259 928	13 069 124		13 069 124	10 808 248
Excédent (déficit) lié aux activités	35	1 784 809	1 125 825		1 125 825	1 838 572

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	1 784 809	1 125 825	1 838 572
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	552 216)(	383 920)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 784 809	573 609	1 454 652
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		1 294 122	961 501
Produit de cession	5		13 854	
(Gain) perte sur cession	6		742	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		1 308 718	961 501
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	550 800)(	221 244)(	36 761)
	18	(550 800)	(221 244)	(36 761)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	2 198 885)(	1 357 488)(	4 535 563)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	900 000	1 200 000	760 000
Réserves financières et fonds réservés	22	64 876		(451)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(1 234 009)	(157 488)	(3 776 014)
	26	(1 784 809)	929 986	(2 851 274)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		1 503 595	(1 396 622)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	552 216	383 920
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2	(46 125)	(82 463)
Sécurité publique	3	(1 040 545)	(114 468)
Transport	4	(789 226)	(3 388 868)
Hygiène du milieu	5	()	()
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(52 412)	()
Loisirs et culture	8	(638 547)	(3 365 819)
Réseau d'électricité	9	()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	()	()
	11	(2 566 855)	(6 951 618)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	159 939	4 488 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	1 357 488	4 535 563
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18		
	19	1 357 488	4 535 563
	20	(1 049 428)	2 071 945
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(497 212)	2 455 865

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	2 669 744	2 652 742	2 244 907
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	539 219	505 214	456 889
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7	391 990	370 187	352 786
Autres biens et services	8	5 338 577	5 528 179	4 982 689
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	442 293	411 080	32 150
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	7 200	21 912	83 218
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	1 805 161	1 814 555	1 626 932
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17	65 744	471 133	67 176
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		1 294 122	961 501
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪	21.1			
	22	11 259 928	13 069 124	10 808 248

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 384 516	4 160 044
Excédent de fonctionnement affecté	2	3 744 121	3 674 999
Réserves financières et fonds réservés	3	30 575	20 575
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ())
Financement des investissements en cours	5	(497 211)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	33 531 010	32 211 568
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	41 193 011	40 067 186
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	4 384 516	4 160 044
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	4 384 516	4 160 044
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Rues projetées	12.1	121 776	303 459
▪ Projets futurs	12.2	2 353 133	2 471 450
▪ Incendie	12.3	90	90
▪ Budget année suivante	12.4	1 269 122	900 000
	13	3 744 121	3 674 999
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	3 744 121	3 674 999

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	
Organismes contrôlés et partenariats	22	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	30 575
Autres		20 575
▪	30.1	
	31	30 575
	32	30 575
	30 575	20 575
	30 575	20 575

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33	() ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34	() ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35	() ()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36	() ()
Autres	37	() ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38	() ()
	39	() ()
Assainissement des sites contaminés	40	() ()
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41	() ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	() ()
Autres		
▪	43.1	() ()
	44	() ()
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45	() ()
Utilisation du fonds de roulement	46	() ()
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47	() ()
Utilisation du fonds de roulement	48	() ()
Autres		
▪	49.1	() ()
	50	() ()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51	() ()
Mesure relative à la COVID-19	52	() ()
Frais d'émission de la dette à long terme	53	() ()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54	() ()
Autres		
▪	55.1	() ()
	56	() ()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63	() ()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64	
Investissements à financer	65 (497 211)()	
	66 (497 211)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67 38 673 860	37 415 723
Propriétés destinées à la revente	68	
Prêts	69	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72 38 673 860	37 415 723
Ajustements aux éléments d'actif	73	
	74 38 673 860	37 415 723
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (8 872 097)(5 480 600)	
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (58 403)(40 800)	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77 3 787 650	317 245
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	
	80 (5 142 850)(5 204 155)	
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 () ()	
	82 (5 142 850)(5 204 155)	
	83 33 531 010	32 211 568

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()	()
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()	()
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()	()
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	() ()	
Rendement espéré des actifs	85		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

REER collectif offert par l'entité. L'employé et l'employeur cotisent en parts égales jusqu'à concurrence de 7% du salaire annuel brut de l'employé.

Seuls les employés permanents ayant été pendant un (1) an à l'emploi de l'entité sont éligibles.

		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	95 535	86 975
Autres régimes	115		
	116	95 535	86 975

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) est un régime à prestations déterminées géré en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Étant donné que ce régime est un régime à employeurs multiples administré par Retraite Québec, qui ne comporte pas de comptes distincts, l'entité comptabilise ce régime comme s'il était un régime à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par l'entité relativement à ce régime de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	4 669	4 739
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	17 596	15 970
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	17 596	15 970

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TAXES		Réalisations 2024	Réalisations 2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	9 263 203	9 149 144
Taxes spéciales			
Service de la dette	2	484 836	43 261
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Réserve financière pour le service de l'eau	5		
Réserve financière pour le service de la voirie	6		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	7		
Activités de fonctionnement	8		
Activités d'investissement	9		
Autres	10		
	11	9 748 039	9 192 405
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	12	42 280	40 834
Égout	13	32 060	36 166
Traitement des eaux usées	14		
Matières résiduelles	15	514 436	499 381
Autres			
▪ Éco-centre	16.1	163 364	152 145
▪ Vidange des fosses septiques	16.2	457 285	391 900
▪ Entretien des chemins	16.3	39 169	36 897
Centres d'urgence 9-1-1	17	40 563	35 322
Service de la dette	18		
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	1 289 157	1 192 645
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	1 289 157	1 192 645
	27	11 037 196	10 385 050

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Réalisations 2024	Réalisations 2023
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	18 756	18 226
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	31	22 446	21 811
Cégeps et universités	32		
Écoles primaires et secondaires	33	903	1 253
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34		
	35	42 105	41 290
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	40		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	41		
	42		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43		
Autres	44		
	45		
	46	42 105	41 290

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT		
Administration générale	47	29 869
Sécurité publique		
Police	48	
Sécurité incendie		
Premiers répondants	49	
Autres	50	
Sécurité civile	51	
Autres	52	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	53	207 806
Enlèvement de la neige	54	256 974
Autres	55	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	56	
Transport adapté	57	
Transport scolaire	58	
Autres	59	
Transport aérien	60	
Transport par eau	61	
Autres	62	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	
Réseau de distribution de l'eau potable	64	
Traitement des eaux usées	65	
Réseaux d'égout	66	1 407
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	67	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	68	9 264
Tri et conditionnement	69	
Autres	70	
Autres	71	
Cours d'eau	72	
Protection de l'environnement	73	
Autres	74	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	75	
Autres	76	
Sécurité du revenu	77	
Autres	78	3 000
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	79	
Rénovation urbaine	80	
Promotion et développement économique	81	
Autres	82	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	83	
Activités culturelles		
Bibliothèques	84	
Autres	85	
Réseau d'électricité	86	
	87	258 381
	249 939	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT		
Administration générale	88	
Sécurité publique		
Police	89	
Sécurité incendie		
Premiers répondants	90	
Autres	91	
Sécurité civile	92	
Autres	93	500 000
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	94	(2 803)
Enlèvement de la neige	95	266 920
Autres	96	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	97	
Transport adapté	98	
Transport scolaire	99	
Autres	100	
Transport aérien	101	
Transport par eau	102	
Autres	103	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	
Réseau de distribution de l'eau potable	105	
Traitement des eaux usées	106	
Réseaux d'égout	107	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	108	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	109	
Tri et conditionnement	110	
Autres	111	
Autres	112	
Cours d'eau	113	
Protection de l'environnement	114	
Autres	115	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	116	
Autres	117	
Sécurité du revenu	118	
Autres	119	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	120	
Rénovation urbaine	121	
Promotion et développement économique	122	
Autres	123	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	124	27 000
Activités culturelles		
Bibliothèques	125	
Autres	126	
Réseau d'électricité	127	
	128	
	497 197	293 920

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129		
Péréquation	130		
Neutralité	131		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133		
Fonds de développement des territoires	134		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135		
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	394 495	119 135
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC			
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137		
Autres	138		
	139	394 495	119 135
TOTAL DES TRANSFERTS	140	1 141 631	671 436

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	146		
Autres	147	87 418	91 657
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150	87 418	91 657
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	170	
Autres	171	
Autres	172	
	173	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	174	
Rénovation urbaine	175	
Promotion et développement économique	176	
Autres	177	
	178	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	179	
Activités culturelles		
Bibliothèques	180	
Autres	181	
	182	
Réseau d'électricité	183	
	184	
	87 418	91 657

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS		
Administration générale		
Greffe et application de la loi	185	
Évaluation	186	
Autres	187	
	188	
Sécurité publique		
Police	189	
Sécurité incendie		
Premiers répondants	190	
Autres	191	
Sécurité civile	192	
Autres	193	
	194	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	195	
Enlèvement de la neige	196	
Autres	197	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	198	
Transport adapté	199	
Transport scolaire	200	
Autres	201	
Autres	202	
	203	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204	
Réseau de distribution de l'eau potable	205	
Traitement des eaux usées	206	
Réseaux d'égout	207	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	208	
Matières recyclables	209	
Autres	210	
Cours d'eau	211	
Protection de l'environnement	212	
Autres	213	
	214	
	16 553	13 545
	16 553	13 545

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	215		
Autres	216		
Sécurité du revenu	217		
Autres	218		
	219		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	220		
Rénovation urbaine	221		
Promotion et développement économique	222		
Autres	223		
	224		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	225	104 235	89 897
Activités culturelles			
Bibliothèques	226		
Autres	227		
	228	104 235	89 897
Réseau d'électricité			
	229		
	230	120 788	103 442
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	208 206	195 099

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	232	71 408	54 883
Droits de mutation immobilière	233	1 270 731	969 876
Droits sur les carrières et sablières	234		
Autres	235		
	236	1 342 139	1 024 759
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	237	50 154	31 700
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	238		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	239	305 868	170 890
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240	(742)	
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243		
Contributions des promoteurs	244		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245		
Contributions des organismes municipaux	246		
Autres contributions	247	55 019	90 000
Redevances réglementaires	248		
Autres	249	13 373	36 596
	250	67 650	126 596
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	251		

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024			Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	236 452		236 452	219 024
Greffe et application de la loi	2				
Gestion financière et administrative	3	2 039 441	65 048	2 104 489	1 453 297
Évaluation	4	197 909		197 909	172 649
Gestion du personnel	5				
Autres					
▪ Divers	6.1	19 278		19 278	29 620
	7	2 493 080	65 048	2 558 128	1 874 590
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	8	1 644 829		1 644 829	1 551 693
Sécurité incendie					
Premiers répondants	9				
Autres	10	1 068 290	126 513	1 194 803	1 161 508
Sécurité civile	11				
Autres	12		12 465	12 465	8 147
	13	2 713 119	138 978	2 852 097	2 721 348
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	2 033 798	772 460	2 806 258	2 272 992
Enlèvement de la neige	15	1 324 071		1 324 071	1 235 356
Éclairage des rues	16				
Circulation et stationnement	17	40 994		40 994	57 262
Transport collectif					
Transport en commun	18	55 676		55 676	51 301
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	3 454 539	772 460	4 226 999	3 616 911

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Réalizations 2024			Réalizations 2023	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	20 106		20 106	21 827
Réseau de distribution de l'eau potable	24	6 960	34 778	41 738	41 498
Traitement des eaux usées	25	17 891		17 891	12 994
Réseaux d'égout	26	1 740	34 778	36 518	36 458
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	151 490		151 490	124 418
Élimination	28	165 360		165 360	136 750
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	76 367		76 367	67 820
Tri et conditionnement	30	200 097		200 097	152 425
Matières organiques					
Collecte et transport	31	93 328		93 328	158 033
Traitement	32				
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37	16 154		16 154	17 724
Protection de l'environnement	38	144 306		144 306	130 065
Autres	39	440 071		440 071	346 980
	40	1 333 870	69 556	1 403 426	1 246 992
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Habitation					
Logement social	41				
Autres	42				
Sécurité du revenu					
Autres	44	2 547		2 547	2 420
	45	2 547		2 547	2 420

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024			Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	46	555 615	3 276	558 891	468 397
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	47				
Autres biens	48				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	49				
Tourisme	50				
Autres	51				
Autres	52				
	53	555 615	3 276	558 891	468 397
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	54	684 478	189 700	874 178	606 685
Patinoires intérieures et extérieures	55				
Piscines, plages et ports de plaisance	56				
Parcs et terrains de jeux	57	64 686	55 104	119 790	113 679
Parcs régionaux	58				
Expositions et foires	59				
Autres	60				
	61	749 164	244 804	993 968	720 364
Activités culturelles					
Centres communautaires	62	7 765		7 765	21 679
Bibliothèques	63	32 311		32 311	20 179
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	64				
Autres ressources du patrimoine	65				
Autres	66				
	67	40 076		40 076	41 858
	68	789 240	244 804	1 034 044	762 222

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	70	402 920		402 920	32 150
Autres frais	71	8 160		8 160	
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	72				
Autres	73	21 912		21 912	83 218
	74	432 992		432 992	115 368
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	1 294 122 (	1 294 122)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	583 531	3 282 128
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	338 669	232 542
Autres infrastructures	11	1 077 827	44 089
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	7 207	11 911
Édifices communautaires et récréatifs	14	249 338	3 161 076
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	137 453	158 341
Ameublement et équipement de bureau	18	59 525	30 369
Machinerie, outillage et équipement divers	19	113 305	31 162
Terrains	20		
Autres	21		
	22	2 566 855	6 951 618

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Autres infrastructures	5	2 000 027	3 558 759
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	566 828	3 392 859
	12	2 566 855	6 951 618

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	614 700		27 800	586 900
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	4 589 455	159 939	193 444	4 555 950
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	5 204 155	159 939	221 244	5 142 850
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	356 900	3 510 061	39 656	3 827 305
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	356 900	3 510 061	39 656	3 827 305
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	(39 655)			(39 655)
	15	317 245	3 510 061	39 656	3 787 650
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	317 245	3 510 061	39 656	3 787 650
	19	5 521 400	3 670 000	260 900	8 930 500
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	5 521 400	3 670 000	260 900	8 930 500

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	8 930 500
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	497 211
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	3 827 305
Autres montants	9	(39 655)
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	5 640 061
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	5 640 061
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	1 124 164
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	6 764 225
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	6 764 225
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2	197 909	172 649
Autres	3	280 479	287 868
Sécurité publique			
Police	4	4 782	10 056
Sécurité incendie	5	12 581	11 556
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9	19 932	13 929
Autres	10		
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12	678 820	636 116
Cours d'eau	13	16 154	17 406
Protection de l'environnement	14	61 641	50 168
Autres	15	440 071	346 980
Santé et bien-être			
Habitation	16		
Autres	17	2 547	2 420
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	41 410	30 383
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20		
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22	58 229	47 401
Activités culturelles	23		
Réseau d'électricité	24		
	25	1 814 555	1 626 932

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024*Non audité*

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	2 566 855	6 765 557
Frais de financement	4		186 061
Autres	5		
	6	2 566 855	6 951 618

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	7,00	40,00	12 246,20	816 491	156 482	972 973
Professionnels	2						
Cols blancs	3	11,00	37,50	19 574,17	847 441	160 363	1 007 804
Cols bleus	4	6,00	40,00	11 833,98	378 169	86 921	465 090
Policiers	5						
Pompiers	6	30,00	8,00	12 696,02	424 040	72 780	496 820
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	54,00		56 350,37	2 466 141	476 546	2 942 687
Élus	9	7,00			186 601	28 668	215 269
	10	61,00			2 652 742	505 214	3 157 956

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	635 170	497 197		9 264	1 141 631
	7	635 170	497 197		9 264	1 141 631

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	5 453	1 255
	4	5 453	1 255
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	227 141	8 498
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	227 141	8 498
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18	18 845	11 896
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20	18 845	11 896
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	37 690	23 792
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	162 708	81 823
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	162 708	81 823
Réseau d'électricité			
	42		
	43	432 992	115 368

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Éric Chagnon	1.1 Maire	41 005	19 422	26 139	
Denise Papineau	1.2 Conseiller	14 019	7 010		
Johanne Boisvert	1.3 Conseiller	14 019	7 010		
Michael Vautour	1.4 Conseiller	14 019	7 010		
Jean-Paul Dutrisac	1.5 Conseiller	14 019	7 010		
Ernest Beauregard	1.6 Conseiller	14 019	7 010		
Claude Robitaille	1.7 Conseiller	14 019	7 010		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	OUI	NON	
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	_____	\$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement			
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3	_____	\$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :			
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	7	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	11	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	14	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	_____	\$
Ligne 24 : Libres	20	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	_____	\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	_____	\$
Constatés au cours de l'exercice	24	_____	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	_____	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.
- 44
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 45 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.
- 46
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024
- 47 _____ 319 657 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).
- 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 49 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).
- 50
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 51 _____ \$
- Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ 106 047 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ 35 348 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ 70 699 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ \$
 - Systèmes de drainage 76 _____ \$
 - Abords de routes 77 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ 70 699 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ 106 047 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- | | | |
|-------------------------------------|----|-------------|
| a) Numéro de la résolution | 82 | 2025-04-085 |
| b) Date d'adoption de la résolution | 83 | 2025-04-01 |

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- | | | |
|-------------------------------------|----|-------------|
| a) Numéro de la résolution | 85 | 2019-11-187 |
| b) Date d'adoption de la résolution | 86 | 2019-11-05 |

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- | | | |
|---|----|--|
| a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) | 87 | |
| b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) | 88 | |

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|----|---|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 89 | 2 |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 90 | 1 |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 91 | 1 |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 92 | |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 93 | |

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

- | | | |
|--|----|-----|
| h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) | 94 | 589 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) | 95 | 314 |
| j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) | 96 | 1 |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-06-03

Nom du signataire : James L.Lacroix

Fonction du signataire : Directeur général & greffier-trésorier

Date de transmission au Ministère : 2025-09-04

Date et heure de la dernière modification : 2025-09-04 14:13

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	13 044 737	13 642 733	12 262 900
Investissement	2		552 216	383 920
	3	13 044 737	14 194 949	12 646 820
Charges	4	11 259 928	13 069 124	10 808 248
Excédent (déficit) lié aux activités	5	1 784 809	1 125 825	1 838 572
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	( 552 216)	(383 920)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	1 784 809	573 609	1 454 652
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		1 294 122	961 501
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	550 800)	(221 244)	(36 761)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	2 198 885)	(1 357 488)	(4 535 563)
Excédent (déficit) accumulé	12	964 876	1 200 000	759 549
Autres éléments de conciliation	13		14 596	
	14	(1 784 809)	929 986	(2 851 274)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		1 503 595	(1 396 622)

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	4 546 715	1 786 077
Débiteurs	2	8 061 741	9 033 383
Prêts	3		
Placements de portefeuille	4		
Autres	5		
	6	12 608 456	10 819 460
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7		
Emprunts temporaires	8		456 793
Créditeurs et charges à payer	9	764 715	1 859 667
Revenus reportés	10	461 388	370 937
Dettes à long terme	11	8 872 097	5 480 600
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Autres	13		
	14	10 098 200	8 167 997
Actifs financiers nets (dette nette)	15	2 510 256	2 651 463
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	16	38 673 860	37 415 723
Autres	17	8 895	
	18	38 682 755	37 415 723
Excédent (déficit) accumulé	19	41 193 011	40 067 186

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 384 516	4 160 044
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Rues projetées	2.1	121 776	303 459
▪ Projets futurs	2.2	2 353 133	2 471 450
▪ Incendie	2.3	90	90
▪ Budget année suivante	2.4	1 269 122	900 000
	3	3 744 121	3 674 999
Réserves financières			
▪	4.1		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6		
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	30 575	20 575
Autres			
▪	10.1		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	()	()
Financement des investissements en cours	12	(497 211)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	33 531 010	32 211 568
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	41 193 011	40 067 186

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	5 640 061
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	6 764 225

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	4 555 950	4 589 455
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	586 900	614 700
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	3 827 305	356 900
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	(39 655)	(39 655)
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	10		
	11	8 930 500	5 521 400

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	12	11 398 793	11 037 196	10 385 050
Compensations tenant lieu de taxes	13	53 423	42 105	41 290
Quotes-parts	14			
Transferts	15	726 121	644 434	377 516
Services rendus	16	140 000	208 206	195 099
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	683 000	1 392 293	1 056 459
Autres	18	43 400	318 499	207 486
	19	13 044 737	13 642 733	12 262 900
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22		497 197	293 920
Autres	23		55 019	90 000
	24		552 216	383 920
	25	13 044 737	14 194 949	12 646 820

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2024			Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	2 493 080	65 048	2 558 128	1 874 590
Sécurité publique					
Police	2	1 644 829		1 644 829	1 551 693
Sécurité incendie	3	1 068 290	126 513	1 194 803	1 161 508
Autres	4		12 465	12 465	8 147
Transport					
Réseau routier	5	3 398 863	772 460	4 171 323	3 565 610
Transport collectif	6	55 676		55 676	51 301
Autres	7				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8	46 697	69 556	116 253	112 777
Matières résiduelles	9	686 642		686 642	639 446
Autres	10	600 531		600 531	494 769
Santé et bien-être	11	2 547		2 547	2 420
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	12	555 615	3 276	558 891	468 397
Promotion et développement économique	13				
Autres	14				
Loisirs et culture	15	789 240	244 804	1 034 044	762 222
Réseau d'électricité	16				
Frais de financement	17	432 992		432 992	115 368
Effet net des opérations de restructuration	18				
	19	11 775 002	1 294 122	13 069 124	10 808 248
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	1 294 122 (	1 294 122)		
	21	13 069 124		13 069 124	10 808 248

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	552 216	383 920
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	2 566 855)(	6 951 618)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 ())
Financement à long terme des activités d'investissement	4	159 939	4 488 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	1 357 488	4 535 563
Excédent accumulé	6		
	7	(1 049 428)	2 071 945
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(497 212)	2 455 865

Extrait du rapport financier, page S14